

Pays : Autriche

Commission : Elargissement

Problématique : Quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'Union Européenne et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ?

Honorable Présidence, chers délégués,

L'Autriche se trouve en Europe centrale, entourée de plusieurs pays qui sont la Slovénie et l'Italie à son sud, l'Allemagne et la Suisse à son ouest, la Hongrie et la Slovaquie à son est, la Tchéquie à son nord. Le pays a rejoint l'Union Européenne en 1995 et est une République parlementaire/fédérale dirigée par le président fédéral Alexander Van der Bellen depuis 2017. Au début de sa carrière ce dernier soutenait le parti social-démocrate, mais aujourd'hui il soutient le parti écologique.

L'Union Européenne a été créée en 1993, à son commencement elle ne concernait que 6 pays, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Au fil des années d'autres pays ont rejoint cet union politique et économique. Au total il y a maintenant 27 états membres dans cette union. Les pays européens ne faisant pas parti de l'union européenne veulent donc y entrer pour pouvoir profiter des avantages qu'offre l'Union Européenne. Les pays reconnus candidat à l'adhésion de l'Union européenne doivent remplir un certain nombre de conditions d'ordre politique et économique. Le Monténégro, la Serbie, la Turquie, la Macédoine du nord, l'Albanie, l'Ukraine, la Moldavie et la Bosnie-Herzégovine sont les pays candidats à l'adhésion de l'Union Européenne en 2022. Après avoir accéléré le processus d'adhésion, la stratégie d'élargissement de l'Union Européenne envisage aujourd'hui de faire entrer les pays Balkans en son sein. Actuellement de nombreux pays entretiennent des liens avec ses derniers, coopèrent et leur apportent une aide financière précieuse.

Cette intégration pose plusieurs problèmes, et crée une tension entre les pays membres car certains sont contre et ne pourront y tirer aucun profit. Cela pourrait aussi créer à l'avenir des problèmes économiques, les pays PECO ne sont pas aussi développés que les pays de l'Union Européenne, et nécessiteront de notre part une aide financière. Cependant cette intégration peut aussi apporter beaucoup à l'Union Européenne. Au niveau d'un point de vue géopolitique cela maintiendrait la paix entre les pays européens, n'oubliez pas le conflit de l'Ex-Yougoslavie qui avait beaucoup affecté l'Europe. Cet élargissement renforcerait l'influence de l'Europe dans ses relations internationales et renforcerait également la valeur de la monnaie unique sur les marchés internationaux. Le dernier aspect positif serait écologique car l'Union Européenne mène des démarches pour limiter la surconsommation et revoir nos modes de vies pour lutter contre la pollution et le réchauffement climatique. L'Autriche étant proche de ces pays est directement concernée par l'élargissement de l'Union Européenne. Elle fait face à une forte hausse des demandes d'asile, et elle redoute que la levée des contrôles aux frontières avec certains pays accroisse encore les arrivées de migrants. En 2022 elle a enregistré plus de 100 000 passages illégaux à ses frontières. C'est pourquoi elle a récemment posé un droit de veto contre la Bulgarie et la Roumanie pour qu'ils ne puissent pas intégrer l'espace Schengen car la sécurité et le respect des droits humains sont un sujet de haute importance pour l'Autriche et qui doivent être respectés par les pays coopérants avec elle. En revanche, l'Autriche soutient la Croatie et son entrée dans l'espace Schengen en janvier 2023. Elle reste ouverte à cet élargissement et veut aider les pays candidats à remplir les critères requis afin d'accélérer le processus d'élargissement aux pays de l'est de l'Europe.

L'Autriche ne voit aucun intérêt à faire entrer les pays Balkans, la Turquie, l'Albanie, l'Ukraine, la Moldavie dans l'Union Européenne. Ceux-ci ne respectant pas la DUDH et donc les valeurs inscrites à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne de 1993 ne devraient pas être acceptés. De plus, ces pays ont déjà été au centre de conflits, donc les laisser entrer dans l'Union Européenne n'augmenterait-il pas le sentiment d'insécurité ? Ensuite ces pays étant pauvres, ne feraient qu'appauvrir nos pays, nous aidons déjà la Grèce qui se trouve actuellement en pleine crise économique. Certains pays comme la France sont endettés à cause des aides qu'ils apportent. Nous ne pensons qu'aucun de nos pays ne souhaite se retrouver dans un besoin économique et dans l'incapacité de subvenir aux besoins de ses habitants. Tant que l'Union Européenne ne retrouvera pas une stabilité économique, elle ne peut se permettre d'accueillir de nouveaux membres. La délégation de l'Autriche réaffirme sa volonté de ne pas élargir l'Union Européenne pour le moment, mais n'exclue pas de revenir sur sa position lorsque la situation sera propice à un élargissement.